

En bref

LA PREMIÈRE PLATEFORME ISARIENNE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF SERA LANCÉE LE 29 JANVIER

— Vendredi 29 janvier, la chambre de commerce et d'industrie de l'Oise (CCIO) et l'association des créateurs d'entreprises de l'Oise lanceront la première plateforme de financement participatif isarienne, « Boost in Oise », au siège de la CCIO, à Beauvais.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION ALFAH JEUDI 21 JANVIER

— Jeudi 21 janvier, à 16 heures, l'association Alfah (association de lutte en faveur des arts et handicaps) tiendra son assemblée générale à la MDPH (rue des Filatures), à Beauvais. A l'ordre du jour : présentation budgétaire, présentation des actions passées et à venir, questions diverses et verre de l'amitié.

CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA GRIPPE JUSQU'AU 31 JANVIER 2016

— La campagne de vaccination contre la grippe saisonnière menée par la CPAM, se déroulera jusqu'au 31 janvier. Des séances gratuites et de vaccination seront organisées au centre de prévention et d'exams, au 13 rue Ribot, à Creil, à côté de l'entrée de la CPAM. Pour cela, rendez-vous du 2 au 27 novembre, de 8 h 30 à 12 h 30. Elles s'adresseront aux assurés âgés de 65 ans et plus et à ceux atteints d'affections de longue durée. Les vaccins seront à retirer gratuitement en pharmacie, sur présentation de la prise en charge reçue de l'Assurance-maladie par les assurés convoqués pour un bilan de santé. Enseignements au 03 44 61 71 23.

NOUVELLE RÉGION : PROCH'EMPLOI, DÉJÀ DES CENTAINES APPELS

Lundi 4 janvier, Xavier Bertrand (président du Conseil régional de Nord-Pas-de-Calais-Picardie) visite les locaux de la nouvelle plateforme Proch'emploi.

Il avait dit et redit tout au long de sa campagne qu'il voulait mettre la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie «au travail». Au lendemain de son installation officielle en tant que président du Conseil Régional, Xavier Bertrand annonce le lancement du dispositif Proch'emploi. Le constat est simple : le nombre de demandeurs d'emplois ne cesse de grandir dans la région alors que des offres d'emploi restent non pourvues. Une plateforme permet désormais de mettre en lien demandeurs et offreurs, «sans se substituer à Pôle emploi. Il manque un maillon entre les employeurs et les demandeurs d'emploi, la Région a un rôle important à jouer», lançait Xavier Bertrand. Ainsi, depuis le 5 janvier, un numéro vert (le 0800.02.60.80) permet aux demandeurs d'emploi d'expliquer leur situation (secteur recherché, formation, parcours) et dans un délai de quinze jours maximum, ils ont un rendez-vous avec un conseiller et des solutions adaptées proposées. Du sur-mesure qui peut être «la bonne solution» selon le président du Conseil Régional au moment où 12,2 % de la population active est sans travail. Si le succès de Proch'emploi est vérifié depuis son lancement avec des centaines d'appels de demandeurs d'emploi, le Conseil Régional veut également mobiliser les entreprises : «Je demande à tous les employeurs de notre région qui ont des difficultés à recruter de se manifester en appelant la plateforme.»

■ Arnaud Brasseur

OISE : LA PRÉFECTURE LABELISÉE "QUALIPREF"

— En 2015, le préfet de l'Oise a souhaité inscrire la préfecture dans une démarche ambitieuse pour obtenir le label « Qualipref 2.0 ». Et cette année encore, les agents de la préfecture de l'Oise ont répondu aux exigences des deux modules du label, d'après un audit conduit par l'AFNOR (organisme de certification indépendant) le 30 novembre 2015.

«Cette reconnaissance est le fruit d'engagements permanents de tous les agents et rappelle que les usagers sont au centre des préoccupations de la préfecture», explique-t-on à la préfecture

OISE

Les vœux magiques de la CGPME pour fêter les 20 ans de la société Margueray

C'est à Ste-Geneviève, dans les locaux de la société Margueray que le président de la section Oise, Charles Locquet, a souhaité ses vœux. Un magicien a mis l'ambiance.

C'est sous le signe de la magie que Charles Locquet, président de la CGPME (Confédération de petites et moyennes entreprises) et Jean-Jacques Margueray PDG, fondateur de l'entreprise du même nom, ont convié leurs invités à la traditionnelle cérémonie des vœux de l'organisation syndicale, le 4 janvier dernier.

En effet, pour l'occasion, ils se sont adjoints les services du magicien Alpha pour animer la soirée. Des tours de passe-passe qui ont manifestement beaucoup amusé entre autres invités le nouveau préfet, Didier Martin, les présidents de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) et de la Chambre des métiers et de l'artisanat (CMA), respectivement Philippe Enjolras et Zéphirin Legendre, le maire de Sainte-Geneviève, Jacqueline Vanberstel ou encore les conseillers régionaux Béatrice Lacroix-Desessart et Alexis Mancelle. « Vous verrez, c'est agaçant, a déclaré avec humour et un certain talent de chauffeur de salle, Jean-Jacques Margueray dans son allocution. On sent bien qu'il triche mais on ne comprend rien ! »

Quatre priorités pour 2016

La réception de vœux a été également l'occasion de fêter la 20e année d'existence de l'entreprise, spécialisée dans les fermetures industrielles,



De gauche à droite : Le président de la CGPME, Charles Locquet, (ici aux côtés de Jean-Jacques Margueray et du préfet Didier Martin) a présenté des vœux originaux.

qui, pour marquer l'événement, a accueilli ses convives dans ses locaux situés dans la zone d'activités Petite Campagne à Sainte-Geneviève. Charles Locquet a d'ailleurs, dans son discours, remercié le maître des lieux avant de rappeler les quatre priorités de la CGPME : augmenter le nom-

bre d'adhérents directs, prendre une part active dans les prochaines élections des chambres consulaires (CCI, CMA), lobbying auprès des institutions et aller plus loin dans le réseautage et la décentralisation de la CGPME. Le clou de la fête a été sans

la tombola. Les heureux gagnants se sont vu offrir un automatisme de portail ou encore un séjour à la Plagne. Un instant « magique » qui se prolongera donc pour ces chanceux.

n

conteste la remise des lots de

OISE

Sécurité, intercommunalité et emploi parmi les priorités du nouveau préfet

Que de monde pour écouter les vœux du nouveau préfet de l'Oise, Didier Martin. Vendredi dans les salons de la préfecture, le nouveau représentant de l'Etat a réprécisé devant plus de 1000 personnes que la protection « de nos concitoyens restera la mission première de l'Etat, face à une menace terroriste prête à s'ancre dans la durée ». « A court terme, le plan Vigipirate niveau « vigilance renforcée » reste en vigueur et sera adapté continuellement à la situation. L'état d'urgence a été voté jusqu'au 26 février 2016 », a-t-il rappelé.

Une cellule mobile pour le suivi et la prévention de la radicalisation

Il a également précisé que la préfecture de l'Oise continuerait le travail mené bien avant les attentats sur la radicalisation dans l'Oise. « Les services



Vendredi 8 janvier, à peine arrivé, le préfet Didier Martin a annoncé ses priorités lors de ses vœux, aux côtés du président du département et de nombreux élus.

locaux de l'Etat sont mobilisés au sein d'un groupe d'évaluation de la radicalisation, associant forces de l'ordre et services spécialisés. Je continuerai à réunir cette cellule de façon extrêmement régulière. En parallèle, vont monter en puissance des outils d'accompagnement social et psycho-

logique des individus, des familles et des proches. Une équipe mobile pour le suivi et la prévention de la radicalisation permettra de compléter un dispositif qui ne peut et ne doit être exclusivement axé sur la sécurité».

Parmi les autres priorités 2016, Didier Martin a annoncé le

maintien de la mobilisation en matière de sécurité routière, notamment en raison des très mauvais chiffres de l'année 2015. « Le nombre élevé de tués sur les routes de l'Oise en 2015 et les premiers accidents intervenus des le 1er janvier dernier rendent nécessaire la mise en œuvre du nouveau Plan départemental de sécurité routière signé en novembre dernier ».

Enfin, outre les priorités sociales et économiques Didier Martin a également évoqué l'adaptation de la carte intercommunale dans le Département, laquelle sera validée cette année. « Les propositions de l'Etat ayant été présentées et les collectivités concernées consultées, la balle est désormais dans le camp des membres de la CDCI : je compte sur eux pour permettre aux projets qu'ils mûrissent de voir le jour ».